

Je rêve d'une humanité  
pleine d'humanité.  
(René de Obaldia)

# AVANCER ENSEMBLE

Journal des communistes  
de  
Villabé

Septembre-octobre 2011

## SOYONS TOUS DE GAUCHE !

Dans sept mois aura lieu l'élection présidentielle. Marquera-t-elle, avec les élections législatives qui suivront, le retour du peuple sur la scène politique ? Permettra-t-elle vraiment de répondre aux attentes légitimes de la population ?

Le PCF est décidé à tout faire pour nous débarrasser du président des riches, du casseur de nos acquis sociaux, du responsable de nos difficultés, angoisses et craintes pour l'avenir. Certains ont peur. Que va-t-il se passer ? Mais à ceux-là, posons la question : en l'état actuel, le monde va à la catastrophe. Quel est le risque de changer de politique ? Le seul risque c'est le conformisme, ce n'est pas le changement

La gauche française est à ce tournant où elle doit décider si, une fois au pouvoir, elle assume ou non son rôle : ouvrir des brèches, ouvrir un passage pour se libérer du capitalisme financier. Renvoyer les électeurs à leurs déceptions, ce serait les jeter dans les bras de la droite ou du FN.

Pour les communistes, le choix est simple : nous combattons tout pouvoir, quel qu'il soit, qui se fixerait comme but, pour servir la perpétuation de la nouvelle aristocratie financière, de faire payer la crise aux peuples. La question numéro un n'est pas de faire de l'austérité autrement ou de donner le choix aux gens dans quel ordre ils pourraient perdre leurs droits, nous soutiendrons tout gouvernement décidé, contre les puissances de l'argent et les marchés financiers, à rétablir les conditions d'une démocratie véritable, à inventer un nouveau type de développement humain, solidaire et durable.

Nous voulons la maîtrise publique du secteur bancaire et financier, pour mettre hors d'état de nuire les spéculateurs et ouvrir le crédit pour répondre aux besoins d'un

nouveau développement social, industriel, écologique. Et, il faut dire les mots qui fâchent : oui, il faudra nationaliser des banques. Nous voulons abolir l'insécurité sociale. Nous voulons briser le tabou des salaires, revaloriser les salaires et le pouvoir d'achat. Nous voulons refonder la République avec une sixième République. Nous voulons de nouveaux droits pour les travailleurs, des pouvoirs pour la gestion des entreprises, la démocratie sociale, car sans elle, la gauche se brisera sur les puissances d'argent. Nous voulons refonder l'Europe et, pour la changer, il faudra balayer le traité de Lisbonne.

Il faut donc se rassembler, s'unir, porter des propositions au niveau des besoins, refuser les concessions et le manque de courage. Comme le déclarait Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, à la Fête de l'Humanité, s'adressant aux forces se plaçant à gauche : - « Il y a trente ans ; vous nous disiez : ne soyez plus dogmatiques et nous ne le sommes plus. Il y a vingt ans vous nous disiez : soyez encore plus démocratiques et nous sommes devenus encore plus démocratiques. Il y a dix ans, vous nous disiez : soyez écologistes et nous sommes devenus écologistes. Alors, en retour, nous vous disons : soyez de gauche, soyons tous de gauche ! »



Le Front de gauche s'inscrit totalement dans une démarche de contestation, de proposition, de rassemblement unitaire et de construction du changement nécessaire. Cette coalition a été

constituée pour créer un mouvement d'union victorieux, autrement dit qui change vraiment la vie. Avec son programme, son candidat commun Jean-Luc Mélenchon, avec tous les candidats qu'il présentera aux élections législatives, nous ouvrons une perspective. Nous voulons contribuer à créer un mouvement civil, pacifique, qui unisse mouvement social, mouvement intellectuel, mouvement politique en un nouveau Front populaire du XXI<sup>e</sup> siècle.

Daniel LEGEROT

## **NOUVEL HÔPITAL, SCANDALE**

La mise en service du centre hospitalier sud-francilien était initialement prévue pour mai 2011, puis pour septembre. Aujourd'hui, on parle de janvier 2012. Le nouvel hôpital de Corbeil-Essonnes, construit sur la base d'un partenariat public-privé, est au cœur d'un imbroglio juridique et financier sans fin. Et, alors que l'établissement n'est toujours pas en mesure de fonctionner, la facture s'alourdit. Le loyer, initialement prévu de 30 millions d'euros par an, atteint 43 millions d'euros. A ce jour, 25 millions d'euros restent encore à payer. Une centaine d'emplois serait menacée.

Le scandale que tout le monde fait semblant de découvrir aujourd'hui, c'est de penser qu'il faut en permanence réduire le coût de la santé. On a soutenu que deux hôpitaux publics – l'un à Corbeil, l'autre à Courcouronnes – c'était trop pour 500 000 habitants. Les élus UMP et socialistes ont voté pour un site unique et, du même coup, pour le partenariat public-privé rappelle Bruno Piriou, notre conseiller général qui a contesté depuis le début cette orientation. Il souligne que la chambre régionale des comptes a découvert 8 000 malfaçons et que le coût de la construction a augmenté de 100 millions d'euros. Manuel Valls, président du conseil de surveillance de l'hôpital, demande de l'argent à l'ARS pour pouvoir payer le loyer. Mais c'est de l'argent qu'on va enlever aux autres hôpitaux d'Île-de-France. Un deuxième scandale !

Décidément, le partenariat public-privé n'est pas une bonne idée. Il faut en sortir et revenir à une structure complètement publique.

## **TAXE FONCIÈRE : COMPENSÉE OU ATTENUÉE ?**

La mise en place de l'agglomération devait, selon les propos de Mme le Maire et de sa majorité municipale, faire baisser les prix de certains services publics. Or, l'arrivée de nos feuilles d'impôt concernant la taxe foncière apporte une désagréable surprise.

En effet, celles-ci comportent des augmentations autour de 20 % dues à une taxe des ordures ménagères qui, selon notre Maire, devait être entièrement compensée par la commune. Selon la dernière « Lettre du Maire », cette hausse devrait être atténuée avec la prochaine taxe d'habitation que nous devons recevoir dans environ un mois. Nous attendrons donc, pour vérifier, s'il y a compensation ou seulement atténuation.

Nous constatons tout de même que notre entrée dans la communauté d'agglomération d'Evry n'a pas traduit les avantages annoncés ! Si le ramassage des ordures ménagères n'avait pas été confié à l'agglomération – qui n'assure pas pour autant un service de meilleure qualité – nous ne parlerions pas de compensation ou d'atténuation, mais d'économie réelle.

## **RÉGIE PUBLIQUE DE L'EAU, UNE AVANCÉE EN DEMI-TEINTE**

Les pétitions signées par la population des communes faisant partie de notre Agglomération ont dû y être pour quelque chose, le résultat est là : Manuel Valls, président de l'Agglo, après consultation des maires s'oriente vers une distribution de l'eau qui soit régie par le service public.

D'après les calculs présentés en réunion publique, une économie de 10 % a été retenue comme probable alors que partout ailleurs le transfert public/privé s'est soldé par une réduction d'au moins 25 % (37 % pour Viry-Châtillon).

Cette économie plancher de 10 % serait sans doute à revoir (nous y travaillerons) lors de la mise en place de la régie publique fin 2012. Pour le traitement des eaux usées, partie significative, de nos factures, M. Valls est pour le maintien de la délégation qui nous lie actuellement à la Société des Eaux de l'Essonne (SEE) et se propose de la reconduire pour une durée de dix ans au secteur privé.

Ce choix est contestable d'autant plus que l'usine d'épuration qui traite les eaux usées avant leur rejet dans la Seine est déjà propriété de l'Etat ; seule l'intégration du personnel actuellement employé par la SEE serait à incorporer dans le service public, opération qui en réjouirait plus d'un ne serait-ce que pour la sécurité de l'emploi.

La bataille pour que les services essentiels à la vie des citoyens restent dans le secteur public est notre priorité. L'eau, l'énergie, les transports, la poste, les services de santé, l'école, ne sont pas des marchandises, elles doivent rester propriété de la nation.

Alexandre SEIJO

## **ENCORE UNE JOURNÉE FESTIVE**

Malgré un temps très maussade, notre concours de boules annuel s'est déroulé avec succès. Même si la participation a été moindre que l'an passé, les joueurs et les supporters ont beaucoup apprécié l'accueil et la qualité des lots mis en jeu. La finale a eu lieu vers 20 h et tout s'est terminé autour d'un apéritif amical.

Nous tenons à dire un grand merci aux participants et notamment au club « Villaboule » qui nous a apporté, en toute indépendance, son aide très utile.

Le bénéfice obtenu a été versé au journal *L'Humanité*.